

Mission(s) L (*), LE, LP (L*+P1), SEI (*), VIEL (*)		
Nos références A31C223U¹ (A31-C-2022-005M)	Vos références C2022-174	Date 11/07/2023

TARBES CREATION ARMURERIE - MAISON D ARRET

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°4



Envoi	MINISTERE DE LA JUSTICE-DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRE - FOUQUET Jean Pierre	Maître d'ouvrage	jean-pierre.Fouquet@justice.fr
Copie	ARCHIBEL - FRANCO Jean-François	maître d'oeuvre	archibel-tarbes@sfr.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Julien CARLES - Le vérificateur des installations électriques, Ludovic ARDANA

Le chargé d'affaire,
Julien CARLES

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°3 du 09/06/2023. Révision suite à la réunion du 11 juillet 2023 sur site avec le SDIS

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Classement et référentiel.....	13
VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*).....	14
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	16

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°3 du 09/06/2023. Révision suite à la réunion du 11 juillet 2023 sur site avec le SDIS

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°A31-C-2022-005M et qui sont détaillées ci après :

- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Julien CARLES

Le vérificateur des installations électriques, Ludovic ARDANA

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

MINISTERE DE LA JUSTICE-DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRE

2 boulevard armand Duportal

Cité administrative Bât G

31015 TOULOUSE

Lot 101 - maître d'oeuvre

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Création d'une armurerie dans l'espace d'un bureau au RDC composée d'une armurerie principale, une armurerie ELSP et d'un SAS. Fermeture côté accès extérieur et aménagement intérieur.

Adresse de l'opération :

Maison d'Arrêt de Tarbes

17 Rue Eugène Ténnot -bp1332

65000 TARBES

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

75 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 2023

Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Descriptifs - Date : 27/01/2023 - Réception : 07/02/2023**
CCTP et pièces graphiques

- **Réponse RICT N°1 - Réception : 06/06/2023**

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - MINISTERE DE LA JUSTICE-DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRE

- * La mise en place d'extincteur adaptés aux risques (armurerie) est à prévoir

Lot 101 - maître d'oeuvre - ARCHIBEL

- Mise en place des murs en parpaings pleins 15 et 20 cm dans l'armurerie.
Il conviendra de s'assurer de la capacité du plancher existant à supporter les charges rajoutées
- * L'armurerie est classé en local à risque important :
Les parois sont EI 120 => Satisfaisant sous réserve de transmission des PV
Les portes doivent être EI 60 => Disposition non prévue au CCTP : à prévoir.
Traversée des paroi par réseau de ventilation :
Il est nécessaire de restituer le degré EI 120 : La mise en place d'un clapet est prévue, à justifier en exe

Lot 1 - Gros Oeuvre - portes - plâtrerie

- Mise en place des murs en parpaings pleins 15 et 20 cm dans l'armurerie.
Il conviendra de s'assurer de la capacité du plancher existant à supporter les charges rajoutées
- * Il est prévu la mise en oeuvre de laine minérale au dessus des faux plafonds. La réaction au feu exigible est A2s2d0
- * L'armurerie est classé en local à risque important :
Les parois sont EI 120 => Satisfaisant sous réserve de transmission des PV
Les portes doivent être EI 60 => Disposition non prévue au CCTP : à prévoir.
Traversée des paroi par réseau de ventilation :
Il est nécessaire de restituer le degré EI 120 : La mise en place d'un clapet est prévue, à justifier en exe
- * les revêtements de sol sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M2 ou BFL - sl ; les revêtements muraux et les plafonds sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M0 ou A2 - s2, d0.
Disposition à justifier

Lot 3 - Electricité - Courants faibles

- *
Nous rappelons que cette modification d'installation SSI nécessite la présence d'un coordinateur SSI. Un cahier des charges fonctionnel du SSI est à émettre et à faire viser par le SDIS avant les travaux.

Ces documents ainsi que la réception des travaux par un coordinateur SSI sont indispensables. Prévoir un foyer type.
- * Les luminaires de type I équipé d'une prise de courant doivent être protégé par dispositif différentiel 30mA.
- * Les chemins de câbles supportant des éléments qui ne sont pas de classe 2 sont à relier à la terre.
Cette liaison doit être réalisée par un conducteur de protection en cuivre nu circulant sur les chemins de câbles ayant une section égale à la plus grande section du conducteur de protection mis en œuvre dans les canalisations concernées avec un maximum de 25mm² et un minimum de 4mm².
Le conducteur de protection doit être connecté tous les 15 mètres environ. (CF Guide UTE C15-520)
- * L'identification des nouvelles protections mises en place dans le TGBT ou dans le TD situé dans la circulation devra être assurée de façon pérenne.
- * Le poids des luminaires doit être compatible avec la résistance mécanique du plafond sur lesquels ils sont installés.
Pour les plafonds et faux plafonds suspendus, la masse du luminaire en pose directe n'excèdera pas 200 g, sinon des points de fixations seront à prévoir sur un élément stable de la construction (dalle, charpente...).
- * Les blocs autonomes d'éclairage de sécurité devront être raccordés en aval des dispositifs de protection et en amont des organes de commande des circuits d'éclairage normal des locaux dans lesquels ils sont installés.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC

REVETEMENTS

- Classement UPEC

PORTES ET PORTAILS

- Fiche technique

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 2 heures

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu 1 heure
- Bandeau de déverrouillage électromagnétique des issues de secours : certificat de conformité NF S 61-937

Aménagements

- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Eléments de gros mobilier : PV de réaction au feu

Chauffage/ventilation

- Extracteur VMC : PV d'extracteur 400°C – ½ heure
- Clapets coupe-feu : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement
- Clapet coupe-feu : Certificat de marquage NF S 61-937-5

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Détection incendie : PV d'essais d'efficacité (NF S 61-970)
- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	AF	Maçonnerie d'agglos pleins chaînée

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	MISSION RELATIVE A LA COMPATIBILITE DES OUVRAGES EXISTANTS AVEC LES TRAVAUX NEUFS ENVISAGES Ouvrages de structure	AS	Mission LE Mise en place des murs en parpaings pleins 15 et 20 cm dans l'armurerie. Il conviendra de s'assurer de la capacité du plancher existant à supporter les charges rajoutées

VIII.3 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

La maison d'arrêt de TARBES comprend les locaux suivants :

CAPACITÉ

- cellules $11\text{m}^2 < S < 14\text{m}^2$ pour 1 détenu : 2, soit 2 détenus
- cellules $11\text{m}^2 < S < 14\text{m}^2$ pour 2 détenus : 52, soit 104 détenus
- cellules $14\text{m}^2 < S < 19\text{m}^2$ pour 3 détenu : 1, soit 3 détenus
- quartier de semi-liberté : 8 détenus
- TOTAL DETENUS : 117 détenus
- TOTAL PUBLIC PARLOIRS : 21 publics
- TOTAL PERSONNEL : 20 personnels

L'établissement en forme de Y comprend 1 bâtiment R-1+2 avec combles vides. Il est isolé des tiers par la distance.

La zone concernée par les travaux est à simple RdC et se situe sur l'aile entre les rive Eugène Thenot et Honoré LAPORTE.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : réseau BT / présence d'un groupe électrogène de remplacement existant
- Equipement d'alarme / SSI : SSI A étendu à l'armurerie
- Moyens d'extinction fixes : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux.
- Ventilation : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux. Sur la zone travaux, création d'une extraction pour l'armurerie
- Chauffage : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux.
- Stockage combustible : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux.
- Désenfumage : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux.
- Cuisson : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux.
- Ascenseur : Les dispositions existantes ne sont pas modifiées par les travaux.

Date d'application du référentiel réglementaire : 05/01/2023

Classement :

Classement suivant PV de commission périodique du 10 décembre 2020

**Etablissement pénitentiaire du classement EP
4eme catégorie**

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il ne nous a pas été transmis d'avis du SDIS spécifique aux travaux réalisés

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 18/07/2006 portant approbation des dispositions particulières applicables au type PEN
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Sans objet à notre connaissance

Autres prescriptions particulières :

Sans objet à notre connaissance

VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Arrête du 18/07/2006 portant approbation des regles de securité contre les risques d'incendie et de panique dans les etablissements penitentiaires et fixant les modalites de leur controle		
	Titre I Définition et application des regles de securite		
	Section I - Généralités		
Art 1er	Approbation des règles définies en annexe	PM	
Art 2	Domaine d'application des règles définies en annexe	PM	
Art 3	Définition des établissements pénitentiaires	PM	
	Titre II Délivrance des autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement pénitentiaire		
Art 4	Avis de la sous commission départementale	PM	
	Titre III Personnes responsables du respect des regles de securité		
Art5	Conception, construction, rénovation, aménagement	PM	PV décembre 2022
Art 6	Exploitation	HM	A respecter en exploitation
Art 7	Plan d'intervention et registre de sécurité	HM	A respecter en exploitation
Art 8	Mesures d'urgence	HM	A respecter en exploitation
Art 9	Etablissement occupant plusieurs sites	HM	A respecter en exploitation
	Titre IV Contrôle du respect des regles de securité		
Art 10	Visites périodiques	HM	
	Titre V Dispositions diverses		
Art 11	Application	PM	
Art 12	Publication	PM	
	Annexe Règles de securite contre les risques d'incendie dans les etablissements penitentiaires		En référence aux dispositions de l'article R143-17 du Code de la construction et de l'habitation
	Préambule	PM	
	Titre I Généralités		
Art 1er	Domaine d'application	PM	
Art 2	Classement des locaux	PM	l'armurerie est un local du type B
Art 3	Règles applicables	PM	
Art 4	Matériaux et éléments de construction	AS	Il est prévu la mise en oeuvre de laine minérale au dessus des faux plafonds. La réaction au feu exigible est A2s2d0
Art 5	Voies d'accès	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 6	Isolement entre bâtiments	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 7	Recoupement des vides	AF	
Art 8	Dégagements	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 9	Portes motorisées	AF	
Art 10	Escaliers d'intervention	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 11	Signalisation des sorties	PM	
Art 12	Aménagements intérieurs	PM	aggravation pour armurerie sur article 67
Art 13	Volumes libres intérieurs	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 14	Secours électriques	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 15	Installations de chauffage et eau chaude sanitaire	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 16	Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 17	Moyens de secours	AS	La mise en place d'extincteur adaptés aux risques (armurerie) est à prévoir
Art 18	Système d'alarme	PM	
Art 19	Système d'alerte	PM	
Art 20	Ascenseurs	HM	
Art 21	Conduits et gaines	PM	Définition
Art 22	Conformité aux normes – Essais de laboratoires	PM	
Art 23	Circulation des piétons	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 24	Vérifications	PM	Bureau alpes Contrôles à la construction. A respecter en exploitation.
Art 25 - Art 61	Titre II Dispositions particulières applicables aux locaux à usage d'hébergement, d'activité socioculturelles, de santé et d'accueil des visiteurs Titre III Dispositions particulières applicables aux locaux du personnel et aux locaux dévolus à des activités de travail et de formation des détenus	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 62	Application	PM	Locaux du groupe B
Art 63	Locaux particuliers	AD	L'armurerie est classé en local à risque important : Les parois sont EI 120 => Satisfaisant sous réserve de transmission des PV Les portes doivent être EI 60 => Disposition non prévue au CCTP : à prévoir. Traversée des paroi par réseau de ventilation : Il est nécessaire de restituer le degré EI 120 : La mise en place d'un clapet est prévue, à justifier en exe
Art 64	Moyens fixes de secours	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
Art 65	Cuisines et locaux associés	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration Section VII – Entretien et vérifications.		
Art 66	Détection automatique d'incendie	AS	Nous rappelons que cette modification d'installation SSI nécessite la présence d'un coordinateur SSI. Un cahier des charges fonctionnel du SSI est à émettre et à faire viser par le SDIS avant les travaux.
Art 67	Réaction au feu des revêtements des locaux particuliers	AS	Ces documents ainsi que la réception des travaux par un coordinateur SSI sont indispensables. Prévoir un foyer type. les revêtements de sol sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M2 ou BFL - sl ; les revêtements muraux et les plafonds sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M0 ou A2 - s2, d0. Disposition à justifier

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
NFP 01-012 - NFE 85-015	Implantation et géométrie des garde-corps CODE DU TRAVAIL Livre II Titre I Chapitre IV SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL Section I Caractéristiques des bâtiments	SO	Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	SO	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	SO	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	HM	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AS	Les luminaires de type I équipé d'une prise de courant doivent être protégé par dispositif différentiel 30mA.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AS	Les chemins de câbles supportant des éléments qui ne sont pas de classe 2 sont à relier à la terre. Cette liaison doit être réalisée par un conducteur de protection en cuivre nu circulant sur les chemins de câbles ayant une section égale à la plus grande section du conducteur de protection mis en œuvre dans les canalisations concernées avec un maximum de 25mm² et un minimum de 4mm². Le conducteur de protection doit être connecté tous les 15 mètres environ. (CF Guide UTE C15-520)
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	Par conception des matériels.
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	PM	Cf. § documents à transmettre.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AS	L'identification des nouvelles protections mises en place dans le TGBT ou dans le TD situé dans la circulation devra être assurée de façon pérenne.
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AS	Le poids des luminaires doit être compatible avec la résistance mécanique du plafond sur lesquels ils sont installés. Pour les plafonds et faux plafonds suspendus, la masse du luminaire en pose directe n'excèdera pas 200 g, sinon des points de fixations seront à prévoir sur un élément stable de la construction (dalle, charpente...).
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AF	Les installations électriques seront limitées à celles desservant le local considéré et protégées par dispositif différentiel d'au plus 300 mA. Cf CCTP §5.1
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	PM	Aucun emplacement à risque BE3 n'a été porté à notre connaissance.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet.
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AS	Les blocs autonomes d'éclairage de sécurité devront être raccordés en aval des dispositifs de protection et en amont des organes de commande des circuits d'éclairage normal des locaux dans lesquels ils sont installés.
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation			
Section 1 Dispositions générales			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	
Section 2 Dégagements			
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	portes 1 Up

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	PM	<p>La porte de l'armurerie ESLP est une porte poussant gauche. Ce sens de poussée n'est pas adaptée à la configuration du dégagement et gêne l'accès à l'issue de secours située immédiatement derrière. Il serait souhaitable de le modifier. => Nous prenons note de l'avis contraire sur ce point émis par l'administration pénitentiaire</p> <p>Nous prenons note de l'accord du SDIS sur le non asservissement des portes de l'armurerie à la détection incendie</p>
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	PM	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	Conception escaliers	SO	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	SO	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	HM	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	AF	<p>Les dispositions existantes de l'établissement ne sont pas modifiées par les travaux.</p>
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	SO	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	<p>les extincteurs sont à redéployer dans la zone travaux</p> <p>Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09</p>
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	PM	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	HM	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	PM	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	PM	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	PM	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	PM	A la charge de l'employeur
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	